11 2006

Une guerre des mots: à propos du Mahometgate

Simon Sheikh

Traduit par Lise Pomier

Nous venons à peine de dépasser le premier anniversaire de la publication, par le journal danois *Jyllands-Posten*, des caricatures désormais tristement célèbres du prophète Mahomet qui, en janvier et février 2006, ont provoqué dans de nombreux pays du Moyen-Orient d'importantes manifestations contre le Danemark, dont le point culminant a été l'attaque et l'incendie de plusieurs ambassades danoises. Je voudrais revenir ici sur ces événements, sur les raisons de la publication de ces dessins, le public auquel ils étaient destinés, la manière dont ils ont été reçus et, non moins important, sur la réaction du gouvernement danois, invité par les pressions internationales et nationales à dénoncer ces dessins. J'aimerais analyser les jeux de langage dans lequel le gouvernement s'est trouvé piégé, et la logique culturelle qu'ils révèlent. On a dit que la controverse reposait sur un malentendu culturel, sur une mauvaise interprétation, mais je voudrais démontrer que ces caricatures ont été reçues exactement comme elles devaient l'être et qu'il ne s'agit aucunement d'une traduction culturelle erronée.

Toutefois, alors même que nous dissertons sur le sujet, la controverse a été quelque peu ranimée par des attaques, cette semaine (le 10 octobre 2006), contre l'ambassade danoise à

Téhéran, provoquée non seulement par les caricatures de l'année dernière, mais par une vidéo récente, filmée lors de l'université d'été du DPP (Parti du Peuple danois), et montrant des membres de sa section jeunesse engagés dans un concours copieusement arrosé pour désigner celui qui dessinerait la meilleure – c'est-à-dire la plus virulente – caricature du prophète Mahomet. On voit bien que le fait de caricaturer Mahomet renvoie une fois encore à la politique danoise, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Il semble que le geste théâtral et politique qui consiste à représenter Mahomet soit aussi crucial pour l'auto-définition des nationalistes danois qu'il l'est pour les millions de musulmans contre lesquels il est ou non dirigé, et que les politiques nationales et internationales se mêlent et s'enchevètrent à n'en plus finir dans le paysage politico-culturel de l'Etat danois.

C'est en toute connnaissance de cause que j'utilise ce terme étrange de "paysage politico-culturel" pour parler du Danemark, considérant que la politique, à l'aube de ce troisième millénaire, a pris un tour résolument culturel. En d'autres termes, la politique politicienne est devenue de plus en plus visuelle et esthétique, c'est-à-dire culturelle. S'il est vrai que la politique des temps modernes a toujours présenté une dimension esthétique, il me semble que cette dimension est passée aujourd'hui au premier plan. A l'inverse, cela veut dire aussi qu'il est pratiquement impossible de dissocier les discussions et les prises de position de la politique culturelle de la politique au sens large. En vérité, on peut dire que la politique culturelle, même sous une forme très spécifique et symbolique, est au centre du débat et des pratiques politiques. Cette culturalisation de la politique, en même temps que des identités et de l'identification des conflits et des différences qu'elle implique, n'est évidemment pas une situation spécifiquement danoise. On peut l'observer dans un grand nombre de nations et

d’espaces politiques européens, mise en œuvre selon des nuances et des effets légèrement différents et, détail important, toujours localisée et ethnicisée.[1] Les politiques culturelles sont devenues des politiques d’identité. Ces politiques culturelles d’identité tournent autour de notions et de discours relatifs à une façon d’être nationale et territoriale spécifique et essentielle, par exemple, le "caractère danois". Une identité qui peut très bien ne pas être pure sur le plan "racial", mais plutôt sur le plan culturel, un glissement de la notion de "race" et de territoire (ou de nation) à l’idée d’une culture nationale, ethnique, liée à un territoire spécifique. Ainsi, ce "caractère danois" (ou n’importe quel autre, selon le cas) ne doit à aucun prix être historicisé ou, pire, déconstruit ou dilué, mais devient un élément essentiel, qui doit être défendu vigoureusement et qui conduit à diviser la population en deux catégories distinctes: ceux qui choisissent de la défendre, et les autres (considérés *de facto* comme des traîtres).

L’articulation de ce qui est danois, ou de qui peut se dire sujet danois, n’est plus affaire de vocabulaire ou de législation, mais devient une proposition identitaire et néanmoins minoritaire. Aussi bien la gauche que la droite, au Danemark, ont adopté un langage identitaire de type minoritaire, revendiquant le fait d’être Danois comme une situation culturelle menacée dans un monde globalisé, nécessitant une politique culturelle protectionniste et une frontière nationale rigide plutôt que perméable. Ce qui signifie, par conséquent, que les politiques identitaires de type minoritaire, telles qu’elles ont été formulées et assumées dans les années 1990, c’est-à-dire comme quelque chose d’authentiquement construit de l’intérieur par des sujets minoritaires qui se retrouvent à leur tour extérieurs à la société, semblent privés de viabilité au plan politique. Comme l’ont prouvé les récents développements au Danemark, une telle politique peut aisément être récupérée par l’aile nationaliste

d'extrême-droite, dans le cadre d'une espèce d'OPA inamicale, selon laquelle la tendance à une économie globale est utilisée comme prétexte pour déclarer que les sujets nordiques, ou aryens, constituent une minorité menacée, sinon évacuée de la scène mondiale. Et, dans la mesure où de telles affirmations sont exprimées par une voix "authentique", celle-ci ne peut être contestée, et son besoin d'être entendue mérite d'être pris en compte.

Cette notion de "vrai" Danois, naturellement, se construit autour d'un certain nombre de signifiants vides, remplis d'un contenu à la fois exclusif et exclusionniste. Le vrai Danois est représenté comme retranché dans un Etat-providence hors du temps, de l'histoire et de l'économie, mais également comme quelqu'un de très attaché à sa monnaie, à sa reine, à son pays (et à sa campagne), à sa bière, son porc, etc., tout en s'organisant autour de notions plus modernes, telles que l'égalité des droits, la libération sexuelle et la liberté d'expression. Et surtout, personne d'autre ne peut représenter, ni même espérer comprendre en profondeur ce Danois, ses racines et ses attentes. La question se pose donc de savoir s'il est en mesure de les comprendre lui-même. Pour cela, il a manifestement besoin d'interlocuteurs, de représentants et d'adversaires.[2] C'est ici qu'intervient le bien nommé Parti du Peuple danois, dont l'idéologie toute-puissante et l'objet de désir sont très exactement ce "caractère danois", qui constitue son projet identitaire politico-culturel. En se focalisant sur ce Danois idéal et son double en négatif, l'immigré, le DPP a participé de manière particulièrement efficace à la confiscation hostile de la politique identitaire de l'ancienne gauche au profit de la nouvelle droite. Les anciennes lignes de critique gauchistes, la critique féministe de la vision politique, par exemple, sont désormais utilisées par la droite, comme c'est le cas actuellement pour le débat concernant le port

du voile, considéré par une partie de l'opinion comme une pratique anti-féministe. Il est intéressant de noter que l'argument ne vaut pas contre le droit de s'habiller (de se déshabiller?) sexy, façon Britney Spears, et que refuser de s'exhiber en public dans une tenue indécente est apparemment plus provocateur et non-danois que d'adhérer à la sexualisation des industries du spectacle et de la mode. Dans le cas des caricatures de Mahomet, on retrouve bien sûr un mode d'utilisation similaire de la rhétorique gauchiste, la raison officielle invoquée par le journal *Jyllands-Posten* pour la commande de ces dessins étant la vague d'auto-censure qui aurait alors régné parmi les caricaturistes danois, les empêchant de plaisanter sur Mahomet et les musulmans en général, ce qui apparaît à quelque chose près comme un argument d'auto-libération au sens qu'elle pouvait avoir pour Reich!

Que nous apprennent ces exemples sur la notion de culturalisation? En partie, comme j'ai tenté de le démontrer, que la politique d'identité peut être détournée, et qu'elle peut bloquer les identités plutôt que contribuer à les épanouir, exclure et même anéantir autant qu'inclure. Ainsi, devenir visible et – au sens strictement politique – voir certaines revendications et identités reconnues n'entraîne pas (seulement) une représentation au sens d'inclusion, mais aussi d'exclusion. En d'autres termes, nous reconnaissons votre culture spécifique, et même votre droit à la pratiquer, mais *pas ici,* pas dans *notre* espace culturel; en réalité, votre culture menace la nôtre et, dans ces conditions, si elle doit trouver sa place, que ce soit *ailleurs*. L'identité et l'exercice de la culture comme facteurs identitaires sont donc liés à la notion de territoire, et chaque culture doit disposer d'un espace propre, un sol sur lequel semer, afin de croître et se multiplier, et deux cultures ne peuvent exister sur la même terre en même temps, précisément parce que la culture doit s'enraciner, et, par là-même, enraciner l'identité.

Surfant sur la vague de l'anti-immigration, lourdement appuyée par le *Jyllands-Posten*, Anders Fogh Rasmussen, membre du parti libéral, est arrivé au pouvoir à l'automne 2001, peu de temps après les événements du 11 septembre. Monsieur Fogh Rasmussen a promis une politique d'immigration sévère, qu'il a effectivement mise en œuvre, de même qu'il a impliqué plus directement le Danemark dans la guerre contre le terrorisme, amenant le pays à participer à l'invasion de l'Irak et à déployer ses troupes en Afghanistan. Toutefois, ce que j'aimerais analyser ici, ce n'est pas la question de savoir sur quelles bases le Danemark s'est associé à cette guerre, mais plutôt les aspects culturels de ce changement de politique, et la production d'images qu'il implique. A mon avis, qu'il y ait eu ou non des raisons de déclarer la guerre à l'Irak – autrement dit, que des armes de destruction massive aient réellement existé ou que les politiciens aient véritablement cru qu'elles existaient – n'est pas la bonne question, dans la mesure où l'on pouvait trouver divers motifs pour partir en guerre, voire entreprendre d'autres guerres dans la région, selon la logique politico-culturelle établie au sein de la politique de la nouvelle droite et du centre en matière d'anti-immigration, de différence culturelle et d'autonomie. En vertu de cette logique, faire la guerre en Afghanistan, en Irak ou dans n'importe quel autre endroit du monde musulman n'est pas un acte d'agression, mais de défense: le monde occidental chrétien, bien que majoritairement laïc, défendant sa culture contre la menace de l'Islam. Et, à l'intérieur de cette logique, aucune séparation ne peut être faite entre menaces réelles et imaginaires, sachant que perception vaut réalité, et qu'un récit spécifique est là pour créer l'hégémonie, remplissant les signifiants vides d'un contenu particulier mais universalisant.

La mise en place de cette hégémonie a suivi des étapes successives sur lesquelles nous ne reviendrons pas en détail ici mais, pour

comprendre de quelle façon elle est devenue inévitable pour l'élite politique danoise et dont elle a du même coup défini et, dans une certaine mesure, limité par l'absurde les réactions possibles du gouvernement face à la crise diplomatique internationale, il est important de revenir un peu en arrière et d'examiner le discours et la production d'images de la présente administration. Comme nous l'avons dit plus haut, l'immigration ou plutôt, devrait-on dire, les moyens de la réduire, d'endiguer le flot, a été la question la plus largement traitée de la campagne électorale de 2001, qui devait amener le nouveau gouvernement au pouvoir avec l'appui de l'extrême-droite. Mais, comme je l'ai dit également, le DPP, parti d'extrême-droite, n'était pas le seul à prêcher contre l'immigration; c'était aussi le cas de Venstre, un parti majoritaire auquel appartient Mr. Fogh Rasmussen. De fait, Venstre a mené une campagne publicitaire très largement suivie pendant la période électorale, avec pour slogan "il est temps que ça change", en utilisant la fameuse photo d'un groupe de jeunes immigrés levant l'index dans un geste obscène face à la caméra au sortir du tribunal, où ils venaient d'être reconnus coupables dans une sordide affaire de viol en réunion. Apparemment, le changement que le nouveau gouvernement avait l'intention d'entreprendre ne porterait pas seulement sur la justice, mais aussi sur certains sujets "culturalisés", créant un lien entre criminalité et immigration, entre sécurité et territoire. Après les élections, l'intention est devenue manifeste en Europe, à travers la mise en œuvre des lois anti-immigration les plus strictes et, parallèlement, pour le Premier ministre lui-même, qui s'est empressé de porter un intérêt sans précédent à la politique culturelle de l'identité et de jouer un rôle actif dans ce domaine.

Dès le début de son mandat, M. Fogh Rasmussen a lancé ce qu'il a lui-même appelé une *guerre de la culture*. Le choix des mots est intéressant, non seulement parce qu'il insiste sur l'existence de

rapports de force dans le domaine de la culture, mais aussi parce que le Premier ministre avait déjà présenté le vingtième siècle comme un "siècle de guerres" aujourd'hui terminées, telles la guerre froide ou la lutte des classes. Avec le siècle débutant, une nouvelle guerre commence, la prétendue guerre de la culture, que le Premier ministre entend mener contre ce qu'il appelle les "arbitres auto-proclamés du goût", désignant ainsi les intellectuels et autres penseurs humanistes libéraux ou d'obédience franchement gauchiste, dont il affirme qu'ils ne sont plus en phase avec la majorité de la population. Ce projet a été lancé lors du discours prononcé par M. Fogh Rasmussen à l'occasion du Nouvel An 2002, dans lequel il a clairement précisé que trois groupes de personnes étaient indésirables dans le nouveau Danemark – son Danemark – à savoir les immigrés, les intellectuels et les gauchistes. Il y dit ceci:

"On note des tendances à une tyrannie des experts, qui risque fort de supprimer le libre débat du peuple. Le peuple n'acceptera pas les doigts levés de ces prétendus experts qui pensent tout savoir. Les experts sont utiles pour éclairer notre connaissance factuelle, mais quand il s'agit de choix personnels, nous sommes tous des experts."[3]

La stratégie de cette manœuvre était d'une part de marginaliser toute critique ou prise de position éventuelle de ces groupes et, ce faisant, de leur enlever toute crédibilité (ils n'avaient plus leur place dans le débat public) et, d'autre part de réaffirmer que l'opposition public/privé se situait au-delà du débat politique. Le premier volet, empêcher les défenseurs d'opinions dissidentes de participer au débat public, voire à la simple prise de position publique, a été réalisé grâce à des suppressions de budget drastiques dans tous les domaines, et en particulier pour les agences environnementales et culturelles, grâce aussi à la centralisation des institutions indépendantes et à la nomination, à la tête de ces institutions, de

personnalités convenables (c'est-à-dire, apparemment, de droite). Le volet public de cette guerre de la culture, toutefois, a tourné court, et le Premier ministre dû jeter du lest, dans la mesure où il lui était difficile de trouver une quelconque institution dirigée par ces fortes têtes gauchistes, si bien qu'il a même fini par décider d'augmenter l'aide financière envers les poètes et les romanciers danois (porte-drapeaux, à n'en pas douter, de la langue danoise). Malgré le fait que cette guerre de la culture avait abouti, au mieux, à une impasse pour le gouvernement, elle n'a pas été pour autant abandonnée. Au contraire, elle a quitté l'arène politique nationale (culturaliste) pour celle de la politique culturelle (nationaliste), et elle est désormais conduite par le ministre de la Culture, Brian Mikkelsen, qui s'est empressé d'identifier le nouvel ennemi après l'apparente défaite des représentants de la gauche:

"Il reste encore beaucoup de batailles à mener. L'une des plus importantes concerne l'opposition palpable que nous rencontrons, face aux immigrés issus de pays musulmans qui refusent de reconnaître la culture danoise et les normes européennes. Au sein de notre pays – de notre propre pays – une société parallèle est en train de se développer, dans laquelle des minorités se livrent à des pratiques moyenâgeuses et suivent des modes de pensée contraires à la démocratie. Cela, nous ne pouvons l'accepter. C'est là que se situe le nouveau front de la guerre de la culture."[4]

Tournons-nous vers le second volet des envolées rhétoriques de M. Fogh Rasmussen, à savoir la réintroduction du personnel opposé au politique, en d'autres termes, la réaffirmation dans l'Etat moderne de la fracture public/privé chère au citoyen bourgeois. M. Fogh Rasmussen, dans son discours, définit les choix personnels comme un élément qui doit être absent des débats et des institutions publiques et rendu à la sphère privée. Une opinion qu'il privilégie aussi lorsqu'on l'interroge sur les mariages homosexuels et les

cérémonies religieuses et, un peu plus tard, quand on lui demande son avis sur les caricatures de Mahomet. Dans le premier cas, le Premier ministre a déclaré qu'il ne voyait personnellement aucun inconvénient à ce que l'Eglise célèbre des mariages homosexuels mais qu'en qualité d'homme politique et de Premier ministre, il ne pouvait s'y montrer favorable. Dans le second cas, il a condamné à titre personnel les outrages à la religion, aussi bien dans les textes que dans les dessins, ajoutant néanmoins qu'il ne pouvait pas, sur le plan politique, prendre position contre la liberté de la presse. Mais, pourrait-on objecter, pour quelle raison ses opinions personnelles nous intéresseraient-elles, dans la mesure où elles n'ont apparemment aucun poids sur sa politique, et pourquoi se croit-il obligé de les énoncer en public, puisque précisément, elles sont d'ordre privé, et que les deux sphères sont de son propre aveu nettement séparées? Cette attitude paradoxale est très représentative du type de jeux de langage qui caractérise l'administration actuelle, avoir une opinion d'un côté et un autre avis de l'autre; cette apparente contradiction, cependant, ne se présente pas comme un double langage ou une hésitation, mais comme l'expression d'une certaine considération ou compassion. Elle a aussi des ramifications beaucoup plus troublantes, toutefois, comme élément de la reconstruction néo-conservatrice (plutôt que néo-libérale) du sujet bourgeois tel qu'en lui-même, et comme camouflet délibéré à la fameuse formule féministe "le personnel est politique", en réaffirmant publiquement et rhétoriquement la séparation entre privé et public – et donc entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas – que le féminisme historique s'était employé à déconstruire. Façon subtile de renvoyer les gens à leurs moutons.

Faire bon marché des réussites du féminisme au fil des ans permet aussi, naturellement, de promouvoir un retour au sens de la masculinité prétendument perdu et, de cette façon, le Premier

ministre se place sans équivoque du côté de la célébration des "vrais mecs" par la culture populaire ambiante, et du retour à un rôle masculin plus traditionnel. En réaffirmant une franche distinction entre personnes publiques et privées, entre questions politiques et personnelles, M. Fogh Rasmussen positionne aussi l'Etat, c'est-à-dire son propre gouvernement, comme le garant de cette séparation et le protecteur de l'intimité et, partant, de la propriété. Seul un Etat très interventionniste, non sans ironie, peut assurer l'intimité de ses administrés mais, par ce biais, le souci accru de sécurité et de surveillance se présente comme une protection et non pas comme une intrusion dans la vie privée. Bien entendu, le protecteur est traditionnellement une figure masculine, en d'autres termes le père de la nation. Cette masculinité nouvellement acquise du bureau du Premier ministre est tout à fait dans la ligne de la volonté affirmée par M. Fogh Rasmussen de mener une politique étrangère plus ferme et plus indépendante que ses prédécesseurs. Et bien que l'on puisse arguer que suivre aveuglément la politique de messieurs Blair et Bush n'est pas exactement une manifestation d'indépendance, participer à une invasion est une preuve de détermination et, si j'ose dire, de masculinité. Vu sous cet angle, le soutien inconditionnel du gouvernement danois à l'administration actuelle des Etats-Unis et sa participation zélée à leurs entreprises militaires peuvent être considérés à travers le prisme identitaire de la nouvelle droite: participer à une invasion, c'est, au sens propre, jouer dans la cour des grands, en même temps que faire avancer la guerre de la culture contre l'immigration et l'Islam (fondamendaliste). Passer d'une simple guerre des mots à la vraie bataille: et le verbe s'est fait chair...

Cela nous permet également de voir les caricatures de Mahomet, très souvent présentées dans le cadre de la liberté d'expression et rapprochées du cas Salman Rushdie, dans un autre contexte: la

guerre de la culture. Comme on l'a dit, ces dessins ont été publiés par le *Jyllands-Posten*, un quotidien (résolument) de droite très proche du gouvernement, au point que d'aucuns le considèrent comme l'organe officiel du parti de M. Fogh Rasmussen, ce qui rend ses remarques sur la nette séparation entre la politique du journal et celle du gouvernement presque plus comiques que ces caricatures elles-mêmes n'étaient censées l'être.[5] Plus drôles encore si l'on veut bien se souvenir que le *Jyllands-Posten*, il y a quelques années, a censuré le travail de deux de ses reporters considérés comme des atteintes au gouvernement de droite alors en place. De fait, ces deux journalistes ont dû intenter un procès pour obtenir la publication de leur article, amenant à la condamnation du rédacteur en chef à payer une amende et à recevoir un blâme, ce qui atteste de la tradition bien établie, dans cette bonne maison, de soutenir haut et fort la liberté de la presse. Au contraire des articles incriminés, il semble que ces dessins aient été jugés indispensables pour combattre l'auto-censure des caricaturistes danois, si bien que *Jyllands-Posten* a commandé 12 caricatures du Prophète, dont l'une, réalisée par le caricaturiste attitré du journal, était un portrait infâmant de Mahomet avec une bombe cachée sous son turban. Ces dessins ont été qualifiés d'ironiques et anti-autoritaristes, dans la grande tradition danoise de la satire.

Qu'il nous soit permis toutefois d'examiner plus attentivement le contexte. Examinons la position de l'interlocuteur impliqué ici, à savoir le *Jyllands-Posten*, le plus grand quotidien du Danemark. Comme je l'ai dit plus haut, le journal est très proche de la politique du gouvernement, et la lutte contre l'immigration, notamment à l'égard des musulmans, est au centre (et à droite...) de la politique danoise, de même que de tous les éditoriaux du *Jyllands-Posten*. Historiquement, la satire politique a un rôle à jouer lorsqu'elle parle du pouvoir, ou contre le pouvoir, mais non pas

lorsqu'elle est le fait d'un acteur en position de pouvoir, comme c'est ici le cas. Ces dessins ne peuvent donc pas être assimilés à de l'ironie (qui vient de plus bas), mais à du sarcasme (qui vient de plus haut). Je citerai un exemple très parlant, j'en suis sûr, pour tous ceux qui ont vécu cette situation à l'école: l'élève effronté qui, du fond de la classe, fait une remarque drôle aux dépens du professeur peut faire rire, justement parce qu'il brave l'autorité, alors que le professeur qui se moque d'un élève sans défense n'est pas drôle du tout, mais simplement méchant, pour ne pas dire carrément condamnable. En dépit des revendications et des constructions identitaires de la droite danoise, ces dessins n'ont pas été diffusés depuis une position minoritaire, ils n'ont pas été imprimés dans un journal arabe, par exemple, mais ils sont l'émanation du discours national(iste) dominant au Danemark, dirigé contre l'une des minorités les plus réduites, les plus vilipendées et marginalisées: les musulmans danois.

Ces caricatures doivent donc être considérées comme faisant partie sinon d'une idéologie, du moins d'un discours spécifique, participant de ce que le ministre de la Culture appelle le nouveau front de la guerre de la culture – le front contre les immigrés musulmans et leurs pratiques moyenâgeuses. Mais que signifie exactement la guerre culturelle? Et quelle est sa fonction? Pour répondre à ces questions, il pourrait être utile de se reporter à la réflexion conduite par Michel Foucault sur les liens entre l'Etat moderne, le territoire et la race, entre la politique et la guerre. Dans ses cours au Collège de France en 1976, publiés sous le titre *Il faut défendre la société*, Michel Foucault retourne adroitement le fameux aphorisme de Clausewitz, "la guerre, c'est la politique continuée par d'autres moyens" pour dire que "la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens":

"Le pouvoir politique, dans cette hypothèse, aurait pour rôle de réinscrire perpétuellement ce rapport de force, par une sorte de guerre silencieuse, et de le réinscrire dans les institutions, dans les inégalités économiques, dans le langage, jusque dans les corps des uns et des autres. Ce serait donc le premier sens à donner à ce retournement de l'aphorisme de Clausewitz: la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens; c'est-à-dire que la politique, c'est la sanction et la reconduction du déséquilibre des forces manifesté dans la guerre. Et le retournement de cette proposition voudrait dire autre chose aussi: à savoir que, à l'intérieur de cette 'paix civile', les luttes politiques, les affrontements à propos du pouvoir, avec le pouvoir, pour le pouvoir, les modifications des rapports de force – accentuations d'un côté, renversements, etc. –, tout cela, dans un système politique, ne devrait être interprété que comme les continuations de la guerre. Et serait à déchiffrer comme des épisodes, des fragmentations, des déplacements de la guerre elle-même. On n'écrirait jamais que l'histoire de cette même guerre, même lorsqu'on écrirait l'histoire de la paix et de ses institutions."[6]

Foucault ajoute que le dernier mot du pouvoir revient toujours à la bataille, à la guerre, ce qui semble tout particulièrement pertinent dans le cas de l'Irak, et dans la situation qui est aujourd'hui la nôtre, sous la domination mondiale des Etats-Unis. Le pouvoir s'exerce toujours à la façon d'une guerre, sur le champ de bataille comme en temps de paix, avec des armes ou avec des mots, liant étroitement la notion d'armes de destruction massive à celle d'armes de mensonge massif. Et cette démarche nous conduit, à mon sens, à appréhender plus clairement la manière dont sont construits le discours sécuritaire actuel et la transformation discrète de l'Etat-providence en nation guerrière. De fait, toutes deux ne sont pas seulement étroitement liées – historiquement, dans la

construction de l'Etat-nation telle que la définit Foucault et, à notre époque, dans des accords de sécurité mondiaux comme la Forteresse Europe – mais dépendantes l'une de l'autre et interchangeables. L'Etat guerrier, manifestement, garantit la prospérité de l'Etat-providence, de même que le second justifie le premier: les deux se génèrent mutuellement sur le plan du discours aussi bien que de la politique.

Et c'est très exactement ce lien entre la politique et la rhétorique qui a influencé la réaction du gouvernement danois face à l'incident provoqué à l'échelle internationale par la publication des caricatures de Mahomet. On a dit que la réponse du gouvernement danois était maladroite et inepte, au sens politique et diplomatique, mais j'aimerais transférer l'argument sur le terrain de la logique politique culturelle, qui rendait toute autre réponse rhétoriquement, et donc politiquement, impossible. Une fois encore, revenons brièvement sur le déroulement des faits. Ces caricatures ont été publiées le 30 septembre 2005, pour conforter, comme je l'ai déjà dit, la logique culturelle contemporaine du caractère danois et de son "autre". C'est-à-dire qu'il s'agissait d'une affaire nationale plutôt qu'internationale. Pourtant, j'ai également fait remarquer que la logique nationaliste qui invitait les Danois à se poser en minorité culturelle et ethnique, et qui a conduit à la publication de ces caricatures comme geste d'(auto-)émancipation, avait besoin d'un décor à l'échelle du monde, impliquant que ces dessins devaient aussi être lus au plan international. Pour que l'écho dispose d'une profondeur suffisante pour répondre, en quelque sorte. Ce qui, bien sûr, fut très exactement le cas lorsque – à peine quelques semaines après la publication – onze ambassadeurs de pays musulmans ont demandé à rencontrer M. Fogh Rasmussen et qu'un groupe d'islamistes danois radicaux s'est rendu au Moyen-Orient, en témoignage de soutien, en décembre 2005, ce qui a finalement

conduit aux émeutes que l'on sait, aux drapeaux incendiés et aux attaques contre les ambassades danoises à travers tout le Moyen-Orient en janvier de cette année. La première réponse du Premier ministre avait été de ne pas répondre du tout, refusant de rencontrer les ambassadeurs sous prétexte que cette réunion, selon ses propres termes, n'avait aucun objet. Cette fin de non-recevoir, toutefois, n'avait pas mis un terme à l'affaire, bien au contraire: le 25 octobre, l'ambassade d'Egypte demandait officiellement au Premier ministre de s'exprimer sur la question; la réponse de ce dernier, évoquée plus haut, fut un déni de non-déni (une tournure bien connue du discours politique), occasion à laquelle il affirmait sa réprobation personnelle, mais son incapacité à intervenir en tant que Premier ministre, par respect pour la liberté d'expression, ce qui devait rester la liste de conduite du parti pendant toute la durée de la crise à son paroxysme, en janvier et février 2006, malgré les pressions internationales aussi bien que nationales exercées sur le gouvernement danois pour qu'il présente ses excuses, ou du moins qu'il prenne ses distances à titre officiel (et non simplement privé) à l'égard des sentiments exprimés par ces caricatures.

Quant aux conséquences diplomatiques de cette prise de position officielle, le gouvernement était pris au piège par l'internationalisation des articulations nationales spécifiques, qui lui interdisait d'échapper à ses propres jeux de langage et à la logique culturelle qu'il avait lui-même instituée. La "liberté d'expression" fut donc invoquée comme un principe fondamental, irréductible, qui devait être défendu par tous les moyens possibles. Dans de telles conditions, ne pas commenter les caricatures devenait une manière de commenter un mode de vie, la démocratie danoise, et sa survie, une fois encore dans la logique minoritaire de l'identité danoise, et, à l'inverse, d'insister sur la menace anti-démocratique susceptible de surgir de l'extérieur comme de l'intérieur, l'Islam

fondamentaliste. La guerre des mots, quel que soit son caractère agressif, est ainsi présentée comme une défense fondamentale. Mais la défense de qui? Et comment fonctionne-t-elle, dans quelle arène et sous quelles formes intervient-elle? Là encore, force est de se tourner vers la culturalisation de la politique, sur la façon dont la différence des cultures se substitue à la logique antérieure de la différence raciale. Vers la fin de ses cours de 1976, Foucault traite du racisme, ou plutôt de la manière dont il est devenu racisme d'Etat avec l'avénement du moderne Etat-nation. L'Etat-nation ne se contente pas de relier un peuple à un territoire, il marque un glissement dans les relations de pouvoir, dans la façon même dont s'exerce le pouvoir. Alors que le pouvoir souverain était le pouvoir de faire mourir et de laisser vivre, nous allons désormais, avec l'Etat-nation, vers la notion de biopouvoir, qui porte sur l'intégralité de la vie de ses citoyens, englobant tout à la fois la santé nationale et la sécurité nationale. C'est-à-dire un glissement du pouvoir de faire mourir et laisser vivre vers *le droit de faire vivre et laisser mourir*. Nous passons ainsi de l'état de guerre à un état biologique, indiquant un changement dans la constitution même du racisme – le racisme décidant de qui doit vivre et de qui doit mourir, en se détachant des relations inhérentes à la guerre, où tuer est simplement un acte de survie personnelle (autrement dit, une logique d'ennemis) au profit de relations de nature biologique, laissant supposer que c'est la survie de l'espèce qui est en jeu.

"La mort de l'autre, ce n'est pas simplement ma vie, dans la mesure où ce serait ma sécurité personnelle; la mort de l'autre, la mort de la mauvaise race, de la race inférieure (ou du dégénéré, ou de l'anormal), c'est ce qui va rendre la vie en général plus saine; plus saine et plus pure. Rapport, donc, non pas militaire, guerrier ou politique, mais rapport biologique. Et si ce mécanisme peut jouer, c'est que les ennemis qu'il s'agit de supprimer, ce ne sont pas les

adversaires au sens politique du terme; ce sont les dangers, externes ou internes, par rapport à la population et pour la population. Autrement dit, la mise à mort, l'impératif de mort, n'est recevable, dans le système de bio-pouvoir, que s'il tend non pas à la victoire sur les adversaires politiques, mais à l'élimination du danger biologique et au renforcement, directement lié à cette élimination, de l'espèce elle-même ou de la race."[7]

Il est donc indispensable, dans cette optique, d'éliminer l'autre, non pas seulement pour assurer sa propre survie, mais aussi sa propre croissance (un terme que l'on peut appliquer tout à la fois à l'identité *et* à l'économie). Que l'ennemi soit intérieur ou extérieur ou, comme c'est le cas pour l'Islam et l'Occident, intérieur et extérieur en même temps, il doit être détruit si l'on veut permettre à la société de s'épanouir, de garder son intégrité. Naturellement, un glissement s'est opéré dans la langue, sinon dans le discours, depuis l'émergence de l'Etat-nation moderne, en vertu duquel le mot race est remplacé par le mot culture – les "normes moyenâgeuses", rappelez-vous – et l'élimination physique par la déportation (ou, éventuellement, l'intégration). Les arguments d'altérité et d'hygiène sociale sont passés de la race et de la couleur à des notions de cultures différentes et incompatibles; une culturalisation du politique, pour laquelle les images et les mots sont aussi décisifs et tout aussi mortels que les canons et les bombes ou, si vous préférez, les balles de caoutchouc, les gaz lacrymogènes et les camps. Les armes de destruction massive vont main dans la main avec les armes de mensonge massif, dans la défense de la société et de ses mesures sociales normalisatrices.[8] En ce sens, les caricatures de Mahomet et la controverse qu'elles ont suscitée ne constituent pas été un dérapage de la communication, mais une claire affirmation des revendications de la guerre politico-culturelle induite par un "choc des civilisations"

rampant. Comme Samuel Huntington l'a très clairement dit dans son livre éponyme: "Il ne peut pas y avoir de vrais amis s'il n'y a pas de vrais ennemis. A moins de haïr ce que nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas aimer ce que nous sommes". C'est pourquoi il est nécessaire de se moquer de l'autre – l'ennemi – avec des caricatures de ce qu'il a de plus sacré, dans le but exact de tracer la ligne de bataille, de mettre en lumière non pas l'auto-censure sous-jacente, mais bien plutôt le conflit sous-jacent et imminent entre les cultures.

Aucune traduction n'était nécessaire et, du même coup, le message était clair, et l'erreur d'interprétation impossible. Les dessins ont été reçus exactement comme il était prévu, inconsciemment peut-être, aussi bien dans le monde que sur le plan local, confirmant sans appel une égalité présupposée et incontournable: chrétien=démocrate ou musulman=fondamentaliste. Il n'y a pas de moyen terme. En ce sens, l'affaire des caricatures de Mahomet, bizarrement, nous renvoie à la déclaration énigmatique de Jacques Lacan, affirmant qu'une lette, même placée au mauvais endroit, atteint toujours sa destination...

---

[1] On peut penser que c'est l'éclatement de la fédération de l'ex-Yougoslavie et la façon dont cet éclatement s'est articulé en termes d'identités ethniques immuables et incompatibles qui servent désormais de modèles aux politiques démocratiques de la paix et de la guerre. Un problème politique vu comme un acte de guerre conduit par d'autres moyens. En d'autres termes, la leçon internationale que l'on peut tirer du problème de la Bosnie multi-ethnique – et de la solution qu'on a pu y apporter – à savoir une séparation culturelle et ethnique conduisant à une séparation légale et territoriale, est devenue la pierre angulaire de la manière

postmoderne d'appréhender et de fonder un Eétat-nation, à une époque où l'Eétat-nation en tant que formation politique est en train de perdre sa souveraineté sur le plan économique.

[2] Théoriquement, la fonction du DPP, en termes de représentation, devrait se comprendre comme un supplément et non comme une soustraction. Selon les théories d'Ernesto Laclau, le représentant est considéré comme un supplément, comme un moyen de combler un manque d'identité chez le représenté, de sorte que la représentation en termes d'incarnation est indispensable, et que cette "lacune originelle dans l'identité du représenté, qui doit être comblée par un supplément apporté au moyen de la représentation, ouvre un mouvement dans deux directions, à la fois constitutif et irréductible". Voir Ernesto Laclau, "Power and Representation", in: *Emancipation(s)*, Londres: Verso, 1996, pp. 97–98.

[3] Discours du Nouvel An 2002, traduit en anglais par l'auteur.

[4] Brian Mikkelsen, ministre de la Culture danois, 29 octobre 2005.

[5] En guise de contexte, qu'il me soit permis de tenter une traduction culturelle personnelle: bien que j'aie grandi dans un foyer où le *Jyllands-Posten* était le seul quotidien présent, le journal était toujours désigné, même chez nous, de façon à la fois familière et moqueuse, selon les termes forgés par ses opposants. L'intitulé complet est *Morgenavisen Jyllands-Posten,* ce qu'on peut en gros traduire par "journal du matin, courrier du Jylland", mais, dans le langage courant, on le surnommait *Morgen fascisten Jyllandspesten*, quelque chose comme "fasciste du matin, plaie du Jylland"!

[6] Michel Foucault, *"Il faut défendre la société". Cours au Collège de France. 1976*, Gallimard/Seuil, Paris, 1997, p. 16.

[7] Ibid., p. 228.

[8] Je trouve assez ironique l'argument très souvent avancé par les commentateurs de gauche à propos de la peur de l'immigration au Danemark, selon lequel il doit s'agir d'une culture bien fragile si elle peut être menacée par une poignée de musulmans. La peur de l'immigration et le besoin constant de l'éradiquer, soit par l'expulsion, soit par l'intégration, me semblent au contraire une démonstration de force, un moyen pour une (mono) culture de devenir encore plus forte.